

*Les crédits*

Nous avons traversé une période très difficile. Chacun de nous a, dans sa circonscription, des problèmes de chômage attribuables à de multiples raisons. Des raisons de restructuration qui se posent non seulement dans notre pays, mais dans le monde entier. Nous assistons à une restructuration, et l'emploi en souffre profondément.

Dans notre pays, la productivité baisse de façon spectaculaire depuis trois ou quatre ans, mais a, je dois dire, commencé à reprendre, ces derniers temps, ce qui devrait nous sortir du marasme économique dans lequel nous nous trouvons actuellement.

Il y a aussi d'autres raisons importantes. On nous dit que l'Accord de libre-échange est à l'origine du chômage. Il ne fait aucun doute que l'Accord de libre-échange a entraîné une rationalisation de l'industrie tant au Canada qu'aux États-Unis. C'est une chose positive qui devait arriver et qui était de toute façon en train de se produire. Nous étions obligés d'en passer par là.

J'ai passé beaucoup de temps avec des visiteurs venus d'Australie, les mêmes parlementaires qui se trouvaient à notre tribune pas plus tard qu'hier. Les Australiens envisagent actuellement d'introduire une taxe sur les produits et services et sont curieux de savoir comment elle fonctionne ici. Bien entendu, je leur ai donné d'excellents conseils dans le cadre de ces discussions.

Ils parlaient de la situation économique en Australie à l'heure actuelle. Leur taux d'intérêt s'établissait dernièrement à 22 p. 100. Cela vous rappelle-t-il quelque chose? Leur taux de chômage est maintenant de près de 11 p. 100 et il va en augmentant.

J'étais en Europe, notamment en Europe de l'Est, récemment. Dans tous les pays, on éprouve les mêmes types de problèmes à cause de la rationalisation qui est en cours. La modernisation ou l'évolution de l'économie mondiale nous force à réformer — si vous me pardonnez l'expression — notre base économique et à procéder à la restructuration. C'est ce qui se passe.

Mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell est intervenu et nous a parlé des chiffres sur le chômage publiés aujourd'hui. Ce qu'il a oublié de préciser, c'est que le nombre de gens en état de travailler a augmenté. En effet, quelque 50 000 personnes sont entrées sur le marché du travail au cours du dernier mois. Ce sont de nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Il a oublié de dire qu'on a créé au Canada 31 000 nouveaux emplois. Le nombre de chômeurs n'a pas diminué de 20 000, car un plus grand nombre de Canadiens sont entrés sur le marché du travail. Il n'y avait pas assez d'emplois pour tous ces gens, mais on en a créé quand même 31 000. Je pourrais ajouter que 20 000 d'entre eux

ont été offerts en Ontario et c'est ce dont nous parlons aujourd'hui: 20 000 nouveaux emplois.

Au cours des deux derniers mois, le secteur manufacturier a créé 40 000 emplois, ce qui est loin malgré tout de suffire à contrebalancer le taux de chômage au Canada que nous souhaitons faire baisser depuis deux ans. Malheureusement, en période de restructuration, lorsqu'on utilise de nouvelles machines, du nouveau matériel et le reste, la situation de l'emploi ne s'améliore pas immédiatement. C'est toujours dans ce domaine que la relance est la plus lente à se faire sentir. Je crains fort que ce soit le cas en l'occurrence.

• (1440)

Mes collègues de Stormont—Dundas et de Glengarry—Prescott—Russell ont laissé entendre que nous devrions nous sortir de la crise de l'emploi à coup de dollars. Permettez-moi d'être franc. Nous n'avons absolument pas assez d'argent pour donner de l'emploi à 1,5 million de Canadiens. C'est tout simplement impossible. Pour résoudre le problème, il ne s'agit pas de lancer des projets ponctuels de création d'emplois pendant un mois ou deux, afin que les gens puissent avoir droit aux prestations d'assurance-chômage.

Il faut plutôt relancer l'économie et créer de bons emplois à temps plein. C'est ce dont il s'agit et c'est là l'objet de l'Accord de libre-échange. Cet accord visait, en fait, à stimuler notre économie et à inciter nos entreprises à se restructurer afin d'améliorer leur situation.

Permettez-moi de vous donner quelques exemples. Dans la circonscription du député qui a proposé la motion d'aujourd'hui, le député de Scarborough—Rouge River, ou tout près de là, se trouve une entreprise appelée Canadian Thermos Products. Je veux vous faire part de ce cas car c'est extrêmement important. Cette société fabrique des conteneurs isothermes destinés au marché américain. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, la maison mère américaine a décidé de moderniser son usine canadienne, ce qui a entraîné des investissements de 25 millions de dollars et la création de 120 nouveaux emplois; elle a fermé sa vieille usine du Connecticut et a commencé à fabriquer tous les produits destinés au marché nord-américain à Scarborough.

C'est là le résultat de l'Accord de libre-échange. C'est ce qui se produit au Canada.

Mon collègue de Stratford qui prend place derrière moi, et moi-même avons passé une journée très agréable dans le beau comté de Perth—Wellington—Waterloo, plus précisément dans la collectivité de Stratford. Dans la matinée, nous avons eu le privilège de participer à l'inauguration d'une aile ajoutée au bâtiment qui a coûté 50 millions de dollars et qui va créer 200 nouveaux emplois.